

120072
3,10

COMMISSION DE CHAUDIÈRE-APPALACHES
SUR L'AVENIR DU QUÉBEC

MÉMOIRE SOUMIS PAR LA
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CHAUDIÈRE-ETCHEMIN



COMMISSION SCOLAIRE DE LA CHAUDIÈRE-ETCHEMIN

19 25, 118e Rue Est
Ville de Saint-Georges (Québec)
G5Y 7R7

Présenté par
le président du Conseil des commissaires : monsieur Marc-Yvon Poulin

Accompagné
du vice-président du Conseil des commissaires : monsieur Charles-Henri Lecours
de la présidente du Comité exécutif : madame Diane Roy
d'un commissaire-parent : monsieur Pierre Bolduc
du directeur général : monsieur Gilles Lapierre
d'un représentant des Services de formation professionnelle : monsieur François Bourque

COMMISSION DE CHAUDIÈRE-APPALACHES
SUR L'AVENIR DU QUÉBEC

MÉMOIRE SOUMIS PAR LA
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CHAUDIÈRE-ETCHEMIN

La Commission scolaire de la Chaudière-Etchemin a été formée le 1er juillet 1992. Elle est issue de la fusion de six commissions scolaires : C.S. de Beauceville, C.S. de Saint-Joseph, C.S. des Cèdres, C.S. des Érables, C.S. Langevin et C.S. régionale de la Chaudière.

La mission de la commission scolaire concerne l'éducation préscolaire, primaire et secondaire pour les clientèles jeune et adulte en formation générale et en formation professionnelle.

Le territoire desservi par notre commission scolaire apparaît en annexe au présent document.

COMMISSION DE CHAUDIÈRE-APPALACHES
SUR L'AVENIR DU QUÉBEC

MÉMOIRE SOUMIS PAR LA
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CHAUDIÈRE-ETCHEMIN

Il nous fait plaisir d'être ici devant vous pour participer aux audiences de la Commission Chaudière-Appalaches sur l'avenir du Québec. Nous tenons à remercier les commissaires de nous donner l'opportunité d'être entendus à un moment de réflexion si important de notre histoire.

D'entrée de jeu, nous devons vous dire qu'il n'est pas de notre intention de nous prononcer sur l'article 1 «de la souveraineté», ce qui nous semble davantage relever du choix de chaque individu, ni sur la plupart des éléments de l'avant-projet de loi. Nous entendons davantage parler d'une dimension de la chose publique que nous connaissons assez bien et pour laquelle nous sommes profondément engagés et mandatés : l'éducation.

Il nous apparaît essentiel, au moment où le gouvernement va parler de constitution, de déclaration solennelle et de charte des droits et libertés de la personne, de vous dire qu'il est de l'intérêt des citoyennes et citoyens du Québec de voir inscrits dans la législation, quelle que soit l'issue du débat actuel sur la souveraineté du Québec, les droits fondamentaux inaliénables d'accès à l'éducation pour tous les québécois et québécoises sous la responsabilité de gouvernements scolaires locaux pour le réaliser, sans égard à aucun facteur discriminant.

Nous entendons par gouvernement scolaire local, une structure :

- qui a pour mission de pourvoir à la conception, l'administration et à la gestion de services éducatifs;

- qui a toutes les responsabilités nécessaires à son bon fonctionnement;
- dont le conseil d'administration est formé de représentants politiques «élus au suffrage populaire» imputables de leurs décisions et de leurs actions auprès de la communauté;
- qui assume l'organisation de la gestion de l'ensemble des ressources complémentaires entre elles et nécessaires à sa mission, c'est-à-dire autant les ressources humaines que matérielles;
- qui agit comme partenaire avec les autres agents de la communauté pour promouvoir le développement économique, social et communautaire de la région;
- qui a le pouvoir de lever des impôts pour ses fins propres.

Nous pensons que les gouvernements scolaires locaux devraient être inscrits dans les fondements inaliénables de la loi parce que les commissions scolaires sont l'aboutissement d'un processus séculaire, un raffinement de la civilisation où, pendant des décennies, le jeu de la démocratie s'est affiné, la représentativité et la prise en main du destin d'une communauté par des membres s'est opéré. La commission scolaire est un actif à préserver pour la vie démocratique de notre société.

Certains ont avancé l'idée que le réseau d'éducation primaire et secondaire pourrait être pris en charge, partiellement ou totalement, par d'autres structures : les M.R.C., les municipalités ou gouvernements régionaux.

Il est aussi à noter que le droit de propriété fait partie intégrante des valeurs de notre société, il est universel pour les personnes morales et physiques; nous verrions difficilement des commissions scolaires n'ayant pas le droit de posséder et gérer leurs bâtisses. Comment justifier qu'un gouvernement local démocratiquement élu soit amputé du droit de propriété et de gérance de ses immeubles?

Nos énergies devraient être centrées sur les services à dispenser à notre clientèle. Nous sommes convaincus que les intérêts de l'éducation sont d'autant mieux servis que celles et ceux qui s'y consacrent y sont dédiés pleinement et exclusivement, l'éducation étant une réalité complexe à plusieurs dimensions. L'alternative évoquée, souvent officieusement, de confier à un gouvernement régional les préoccupations de différentes natures touchant la région n'amènera aucune plus-value à la qualité de service reçu et attendu par notre clientèle.

La structure existante des commissions scolaires est une combinaison gagnante, nous voulons la maintenir; nos indicateurs de performance et de résultats nous indiquent que nous devons garder le cap. Voyons quelques-uns de ces indicateurs :

FORMATION GÉNÉRALE

Comme pour tous les groupes bien structurés et modernes, nous avons compris que la qualité et le progrès ne sont pas le fruit du hasard; chaque année les résultats scolaires de nos clientèles sont analysés, matière par matière, école par école, en rapprochement et comparaison avec les autres écoles de la région et de la province à l'affût de toute indication d'éléments problématiques qui méritent correction et amélioration. La tendance des dix dernières années nous révèle une constante : notre obsession de la qualité fait en sorte que nous sommes, de façon générale, dans le peloton de tête des performances québécoises des résultats aux examens du ministère de l'Éducation du Québec.

Depuis plusieurs années, le Conseil des commissaires a été préoccupé par le décrochage scolaire et a fait en conséquence. Les commissaires ont compris que la prévention était l'outil le plus sûr. Par-delà les programmes de prévention de l'abandon scolaire, nous cherchons des moyens renouvelés pour faciliter les apprentissages pour les différents types de clientèle correspondant à des réalités nouvelles de notre société. La poursuite constante de recherche de

qualité de nos services nous a amenés à réaliser un colloque sur les orientations éducatives 1994-2000 ¹ mettant en présence tous les agents de l'éducation dans le milieu, en faisant une place prépondérante aux parents. Ce colloque a dégagé des orientations qui balisent nos plans d'action pour les dernières années du millénaire et confirment une volonté certaine de faire de l'éducation, pour chacun des individus, une réussite personnelle, professionnelle et sociale.

C'est dans les écoles et les centres, qui sont les lieux par excellence de formation, que peut se matérialiser la qualité de nos services. Les services centraux de commission scolaire agissent comme support à la vie de chacun des établissements, le Conseil des commissaires agissant comme architecte décideur de l'ensemble des grands encadrements de plans d'action.

FORMATION PROFESSIONNELLE

La formation professionnelle constitue une voie d'avenir pour une bonne partie de notre clientèle, pour le tissu humain de notre région et son développement économique. Ainsi nous dispensons et recherchons, en formation professionnelle, une gamme d'options adaptées aux réalités et aux besoins de notre région. À travers notre mission éducative, par une formation de pointe, nous contribuons à l'essor du développement social et économique du milieu.

Le développement, la modernité, la productivité, la compétitivité et la vie d'une société doivent nécessairement passer par la formation. Ce qui donne la valeur ajoutée à la matière, c'est le savoir-faire, la connaissance dont l'éducation est l'instrument privilégié.

...5

¹ Les orientations éducatives 1994-2000 issues du colloque de la C.S. de la Chaudière-Etchemin apparaissent en annexe.

Notre CREDO, dans Beauce-Etchemins, nous a amenés à élaborer des concepts NOVATEURS de centres intégrés : le CIMIC (Centre intégré de mécanique industrielle de la Chaudière) à Saint-Georges, le CIC (Centre d'imprimerie de la Chaudière) à Beauceville et le Centre de matériaux composites à Saint-Joseph.

Dans le premier cas, pour ne mentionner que celui-ci, nous avons tendu, avec succès, une main collaboratrice à différents partenaires :

- le CIMIC est le mariage de trois niveaux d'enseignement où sont présents la Commission scolaire de la Chaudière-Etchemin, le Cégep Beauce-Appalaches et le Centre universitaire des Appalaches;
- le CIMIC, avec Hydro-Québec et l'École de technologie supérieure, est un site de recherche appliquée dans des nouvelles voies énergétiques :
 - . la géothermie,
 - . les capteurs solaires,
 - . la gestion intégrée par ordinateur de plusieurs sources d'énergie;
- le CIMIC est un lieu d'échanges productifs, fructueux et efficaces par un apport important du Comité école-entreprises. La Commission scolaire de la Chaudière-Etchemin entend être constamment près des entreprises pour bien comprendre les besoins du milieu et préparer, de façon conséquente, nos futurs ouvriers spécialisés et nos futurs techniciens.

Nos taux de placement immédiat nous indiquent que nous sommes sur la bonne voie; présentement, plus de 92 % des diplômés trouvent un emploi dans les trois mois qui suivent la fin de leurs études.

PRÉSENCE POLITIQUE

En dépit de certaines améliorations à apporter à la machine électorale, le scrutin scolaire demeure encore le moyen le plus efficace de donner droit de parole aux citoyennes et citoyens. L'élection de la ou du commissaire d'école est un moment privilégié où celle-ci ou celui-ci rend compte de l'administration de l'éducation dans son milieu.

Au dernier scrutin général du 20 novembre 1994, dans les neuf circonscriptions électorales en élections, les taux moyens de participation des électeurs ont été de 34,2 % avec un maximum de 72,5 % dans une circonscription électorale.² Lorsque l'on considère le peu de budget accordé à la publicité de l'événement, nous ne nous sentons pas en reste avec d'autres paliers de gouvernement.

À l'heure où la gestion publique, à cause du contexte économique particulièrement difficile, va devenir de plus en plus confrontée avec des choix douloureux à faire, le rôle politique sera de première importance. Les grandes décisions, surtout si nous devons consentir des sacrifices, demandent une expertise politique en éducation pour faire les choix stratégiques qui s'imposent pour le futur prévisible. Ces grandes décisions ne peuvent être prises que sur la base de connaissances spécifiques des secteurs d'activités et la tenue en compte des désirs, des aspirations légitimes de la population pour la réalisation du bien commun; c'est l'un des grands rôles de la personne politique qu'est la ou le commissaire d'école.

En juin 1992, les commissaires d'école ont fait la démonstration éloquente de leur responsabilité en formant la Commission scolaire de la Chaudière-Etchemin, issue de la fusion de cinq commissions scolaires locales et d'une commission scolaire régionale. Par-delà les cultures

...7

² Dans une des circonscriptions électorales où il y avait quatre candidats et candidates en lice, un taux de vote des électeurs et électrices de 92,5 % a été enregistré dans une municipalité.

organisationnelles différentes, le chauvinisme et les esprits de clocher, 63 commissaires d'école ont fait profession de foi en une structure scolaire permettant d'avoir un potentiel suffisant de ressources pour garantir une gamme de services de qualité, que ce soit en formation générale, en formation professionnelle, pour les jeunes ou les adultes, les services sur mesure aux entreprises ou les services spécialisés aux clientèles handicapées et en difficulté d'adaptation et d'apprentissage.

SANTÉ FINANCIÈRE

Si gouverner c'est, entre autres, planifier et prévoir, notre gouvernement scolaire affiche un bilan financier conséquent. Nous opérons des modèles prévisionnels de revenus et de dépenses qui ne se démentent pas. Les plans d'investissements se sont élaborés sur des horizons triennaux. Confrontés avec une réalité budgétaire de plus en plus rigoureuse, nous nous sommes dotés de plans d'effectifs pour toutes les catégories de personnel pour les trois prochaines années.

Nous avons constitué, à même les économies d'échelle réalisées par suite de la fusion-intégration des six commissions scolaires, des réserves budgétaires de stabilisation comme police d'assurance pour contrecarrer l'occurrence d'un événement fortuit inattendu générateur d'instabilité financière et une autre somme comme réserve particulière pour gérer les situations frictionnelles des rationalisations budgétaires dans le contexte des enveloppes budgétaires fermées du ministère de l'Éducation du Québec.

Notre entreprise est dotée d'une bonne santé financière, ce qui n'est pas le fruit du hasard; nous pouvons répondre à la population du bien-fondé de la confiance dont elle a investi le Conseil des commissaires.

**COMMISSION SCOLAIRE, UN OUTIL DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL**

Depuis longtemps la Commission scolaire de la Chaudière-Etchemin a élargi son champ d'action d'agent d'éducation à celui de partenaire dans la coopération et le développement régional :

- par nos implications économiques dans le Conseil économique de Beauce, le Groupement économique de Beauce-Centre inc., la Société de développement économique des Etchemins, la Société d'aide au développement de la collectivité Bellechasse-Etchemin, la Corporation de développement industriel région Mégantic, le Conseil régional de concertation et de développement Chaudière-Appalaches, les chambres de commerce, ...;
- par notre présence active en matière de culture : Collection Héritage Chaudière-Etchemin, Comité culturel régional, ...;
- par nos intérêts pour contribuer à l'enrichissement du milieu par l'animation d'un Comité de l'environnement, notre participation à l'Antenne technologique, ...;
- par les dizaines de protocoles d'entente avec les municipalités et des groupes de représentation sur des échanges mutuels de services touchant les équipements communautaires tels aréas, gymnases, bibliothèques, aires de jeux;

Nous nous identifions, dans notre région, comme agent de l'éducation mais aussi comme agent de développement et de coopération. La commission scolaire fut un artisan majeur dans la formation des groupes de mise sur pied du cégep «public», du Centre universitaire des Appalaches et de la corporation Défi-Éducation 2000. De plus, dans la dernière année seulement,

les constructions de deux gymnases dans des écoles primaires à Saint-Martin et Saint-Joseph et d'un auditorium scolaire-municipal à Beauceville n'ont pu être réalisées qu'avec la collaboration financière des municipalités concernées et, dans un cas, avec l'apport financier d'une caisse populaire.

GOUVERNEMENT SCOLAIRE RESPONSABLE

À l'heure où «l'État providence» est économiquement essoufflé, le développement à venir devra passer par l'action et la vitalité des régions. Nos précédents propos ont voulu démontrer que la commission scolaire est un gouvernement local, démocratique, efficace et responsable, expert dans sa mission et capable de recevoir une décentralisation plus grande de la chose scolaire.

En page 9 de l'avant-projet de loi, il est dit que «... la constitution prévoira la décentralisation de pouvoirs spécifiques aux instances locales et régionales ainsi que des ressources fiscales et financières adéquates pour leur exercice». Nous croyons que l'objectif de ramener la prise de décisions le plus près possible de l'endroit où elle doit s'appliquer ne peut être que bénéfique à l'amélioration de services éducatifs, plus sur mesure. Les commissions scolaires sont parfaitement habilitées à réaliser cette décentralisation et doivent être associées avec le gouvernement du Québec dans cette démarche.

La décentralisation ne sera efficiente que dans la mesure où elle évite le dédoublement de fonctions aux paliers central et local et s'accompagne d'une poursuite constante de simplifications administratives en évitant l'omniprésence des contrôles tatillons.

Toute tentative de faire disparaître les commissions scolaires au profit des organismes dont la mission d'éducation pourra être diluée à travers toutes sortes d'autres préoccupations va à l'encontre d'une garantie d'une qualité de l'éducation et c'est pourquoi nous nous y opposerons farouchement.

CONCLUSION

En conclusion, le cadre légal décrivant le partage des pouvoirs entre le gouvernement québécois et les commissions scolaires devrait être clairement établie et scellé dans des droits fondamentaux inaliénables. Nous avons simplement voulu démontrer l'importance de maintenir la commission scolaire comme gouvernement scolaire responsable pouvant pourvoir à la conception, à l'administration et à la gestion des services éducatifs et communautaires de son milieu.

Nous ajoutons, en aparté, que la constitution, les lois et règlements ne devront, d'aucune manière, porter préjudices aux droits à la confessionnalité des écoles, ni porter atteinte à quelque droit ou avantage des minorités confessionnelles relativement à l'enseignement.



ORIENTATIONS ÉDUCATIVES 1994-2000

1- La promotion de valeurs individuelles et collectives inspirées par une valeur fondamentale, la réussite personnelle

La commission veut privilégier en les promouvant les valeurs d'autonomie personnelle, de l'estime de soi et le respect des autres, de solidarité et de responsabilisation individuelle et collective, de créativité, de sens civique et de morale, étant entendu que la réussite personnelle se définit par chacune et chacun pour lui-même et la collectivité.

2- La formation globale des jeunes et des adultes de la communauté desservie dans leurs dimensions intellectuelle, sociale, physique, culturelle et morale en intégrant l'éducation à la santé et à l'environnement

La commission poursuit, par sa devise même, l'équilibre entre les acquis de connaissances (cognitifs), d'attitudes (affectifs) et d'actions (psychomoteurs) dans les domaines d'intervention éducative : intellectuel, social, physique, culturel, moral et spirituel.

3- La prépondérance des acquis scolaires constituant la formation de base, notamment les acquisitions en langue maternelle, en langue seconde et en mathématique, tout en considérant la valeur fondamentale de l'informatique comme outil de formation

En lien avec les programmes ministériels de réussite éducative et de relance de l'école, la commission entend privilégier l'acquisition des habiletés de base par ses programmes d'enseignement.

4- L'obtention, par chaque élève, étudiante et étudiant adulte, d'une qualification professionnelle de base certifiée ou attestée (secondaire, collégiale ou universitaire) et l'offre de programmes de formation continue conformes aux exigences du marché du travail en évolution

La Commission scolaire de la Chaudière-Etchemin estime que chaque jeune devrait quitter le réseau d'enseignement québécois après avoir acquis des qualifications professionnelles de base certifiées ou attestées, que ce soit au niveau secondaire, collégial ou universitaire, sous seule réserve qu'il soit apte à toutes telles acquisitions.

5- L'insertion sociale optimale des élèves, des étudiantes et étudiants adultes en privilégiant les programmes d'intervention précoce et ponctuelle

La Commission scolaire de la Chaudière-Etchemin entend privilégier les programmes d'insertion sociale des élèves, des étudiantes et étudiants adultes à leur milieu.

6- Intensification des liens nécessaires entre l'école et la famille

La Commission scolaire de la Chaudière-Etchemin entend intensifier un partenariat renouvelé entre l'école et la famille afin d'élaborer, à l'intérieur d'un programme d'encadrement, une stratégie commune permettant la concertation entre les intervenants éducatifs de première ligne, tout en reconnaissant que la qualité de ces liens devient aussi un instrument de promotion éducative.

The map illustrates the St. Georges region in Maine, Canada. It is divided into several parishes: APPALACHES, ARNAQUIS, ST. GEORGES EST, ST. GEORGES OUEST, and BÉLANGER. Key towns and locations include St. Georges, St. Luc, St. Justine, St. Honoré, St. Gédéon, and St. Sébastien. Major roads 173 and 201 are indicated. The Gulf of St. Lawrence is shown to the east, and the town of Belledune is located near the bottom center.

Nombre d'écoles primaires : 44 (50 bâtisses)

Nombre de centres d'éducation des adultes et de formation professionnelle : 12

Nombre de municipalités desservie par la C.S.C.E. : 47